



Comptes rendus du colloque

LE MOYEN-ORIENT, TROIS ANS APRÈS LE PRINTEMPS ARABE: CHAOS, RECONFIGURATION, DÉMOCRATISATION ?

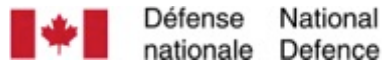
Montréal, 2 avril 2014

Colloque organisé par l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
de la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal.

Comptes rendus par Clara Egger



SNC • LAVALIN



MOT DE BIENVENUE ET INTRODUCTION

- **Mot de bienvenue**

Jean-François Lépine, analyste international et président, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Jean-François Lépine, président de l'Observatoire sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord à la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM accueille et remercie l'ensemble des participants. Il salue également le travail d'organisation entrepris par l'équipe de la Chaire et l'important soutien financier des partenaires de l'événement (SNC-Lavalin, ministère des Relations Internationales, de la Francophonie et du Commerce Extérieur du Québec, le Conseil du Statut de la Femme, le ministère fédéral de la Défense nationale, le Consulat de Belgique, le Consulat général de France à Québec, le Consulat Général d'Irak, Via Rail, l'Association Ila Souria et l'Institut d'Études Internationales de Montréal).

Trois ans plus tard, il est important de continuer à parler du « printemps arabe » tant ses répercussions sont importantes. Ce colloque souhaite faire le point sur les espoirs déçus, les espoirs en suspens et mettre l'accent de façon originale sur le point de vue des femmes qui ont été parmi les fers de lance de cette grande vague de révolution qui a déferlé à l'échelle du monde arabe. Sera évoquée en filigrane la situation intolérable de la Syrie, notamment au prisme de la grande question de l'intervention extérieure dans le cadre d'une guerre civile.

Jean-François Lépine fait également part de son vœu de soumettre aux participants un projet de position de principe sur la nécessité, pour les gouvernements, de redoubler d'effort pour parvenir à une résolution de la crise syrienne.

- **Un bilan provisoire des printemps arabes est-il possible?**

Sami Aoun, professeur titulaire à l'École de politique appliquée, Université de Sherbrooke, et directeur de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Sami Aoun salue l'intervention de Jean-François Lépine, notamment en ce qu'elle permet de capter l'importance de l'actualité et invite à ancrer la réflexion académique dans l'action concrète et la recommandation politique. Le phénomène du printemps arabe soulève un défi majeur. S'agit-il de diagnostiquer un cadavre ou de décoder, d'analyser un phénomène historique turbulent qui n'a sans doute pas livré tous ses sens? Ce phénomène va-t-il faire jaillir toutes les dynamiques conflictuelles des sociétés arabes, ou au contraire, peut-on croire en l'espoir d'une connexion avec l'idéal de paix libérale? Il existe donc un questionnement existentiel autour du printemps arabe. Avant d'esquisser un bilan de cet événement, il convient de noter les ambiguïtés idéologiques avec lesquelles nous devons composer pour analyser ce phénomène.

Tout d'abord, l'importance de la terminologie mérite d'être soulignée. L'expression « printemps arabe » n'est pas issue de la littérature politique arabe : doit-on dès lors percevoir cet emprunt comme une limitation dans la grille d'analyse du phénomène? Le second défi réside dans la nature de l'espace concerné par le bilan du printemps arabe : doit-on le considérer comme un espace continu ou l'examiner par cas particulier? Enfin, le troisième défi relève de la catégorisation de ce phénomène : s'agit-il d'une révolution? D'une mutation? D'une rébellion? Chacun de ces mots n'est pas culturellement neutre, employer l'un plutôt que l'autre a des conséquences méthodologiques importantes.

Ensuite, la question des enjeux sur le plan interne comme sur le plan externe mérite d'être abordée. Sur le plan interne, comment le printemps arabe opère-t-il une connexion avec la démocratie libérale? Dans le même temps, il convient d'analyser pourquoi les régimes sultaniens ne s'effondrent pas. Deuxièmement, l'analyse de l'islamisme politique, dans sa diversité, est centrale à la réalisation du bilan. Enfin, quel rôle peut jouer la gauche arabe dans la connexion avec cet idéal du libéralisme politique?

Sur le plan externe et au regard de la géopolitique, deux niveaux doivent être distingués. Au niveau régional, on constate l'émergence d'une grande *fitna*, d'une grande discorde, entre sunnites et chiites susceptible de ternir le bilan du printemps arabe. Enfin, il s'agit de questionner les formes diplomatiques du traitement du printemps arabe. Entre un *leadership from behind* et un leadership qui veut imposer la démocratie, quel rôle alternatif les États-Unis et plus largement les Nations Unies et son Conseil de sécurité peuvent-ils jouer?

PREMIER PANEL – BILAN DU PRINTEMPS ARABE

- ***La Syrie : le débat idéologique sur la sortie de crise***

Salam Kawakibi, directeur adjoint et directeur de recherche du laboratoire des idées, Arab Reform Initiative, invité de l'Association Ila Souria, France

M. Salam Kawakibi revient tout d'abord sur les manœuvres diplomatiques en Syrie, visant principalement à soutenir le régime et sur le traitement médiatique de la crise. Ce traitement, en baisse significative dans les médias occidentaux, est partial en ce qu'il ne qualifie de djihadiste et d'islamiste que la rébellion.

Le peuple syrien apparaît comme le grand oublié dans cette crise alors que même Bachar al-Assad reconnaît que les six premiers mois de la révolution se sont caractérisés par la non-violence. Le peuple syrien milite par plusieurs voies. En Syrie, la société civile prend trois formes : une société civile organisée par le pouvoir, une société civile "des réceptions" soutenue par l'Occident et qui lui "ressemble" ainsi qu'une société civile véritable qui ne reçoit aucune aide et s'affirme comme la plus forte aujourd'hui. Cette société civile, bien que souffrant de lacunes, s'implique notamment dans le journalisme citoyen, l'aide humanitaire, l'éducation et ne cesse d'être la cible des forces gouvernementales. En revanche, la société civile "des réceptions" composée d'intellectuels de gauche, apparaît comme déconnectée de la société syrienne et de ses aspirations conservatrices et religieuses. M. Salam Kawakibi conclut en indiquant que la société civile syrienne résiste aujourd'hui sur trois fronts : contre le régime, contre le radicalisme et contre l'indifférence internationale. Si elle n'attend rien des États, ses attentes vis-à-vis des sociétés civiles des pays "civilisés" sont fortes.

- ***Trois ans après l'éclatement de la première révolte populaire en Tunisie***

Francesco Cavatorta, professeur agrégé, Université Laval

La présentation de M. Francesco Cavatorta vise à analyser les changements de la société tunisienne en dépassant la dichotomie classique entre l'islamisme et la laïcité, qui ne tient pas compte du rôle central joué par l'influence de l'environnement. La prégnance de ce débat culturel s'explique par une série de facteurs qui invite à analyser la transition tunisienne dans le temps long. Tout d'abord, les acteurs tunisiens ne peuvent s'opposer sur le modèle économique à privilégier, les institutions financières internationales imposant le modèle d'économie de marché, malgré les difficultés auxquelles ce système fait face. Ils s'opposent donc sur les référents culturels. De la même manière, la société tunisienne questionne le modèle de démocratie libérale tout en ne pouvant pas s'y opposer frontalement sinon de manière radicale.

En dépit de ces difficultés il convient de souligner la façon dont la société tunisienne a appris le jeu démocratique rapidement, ce qui autorise un certain optimisme quant aux évolutions prochaines de la situation politique.

- ***Égypte : entre la légitimité perdue des Frères Musulmans et l'autoritarisme retrouvé de l'armée***

Rachad Antonius, professeur, UQAM, et directeur adjoint, Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC)

M. Rachad Antonius débute sur un préalable méthodologique : seule une analyse multifactorielle permet de saisir les révoltes arabes dont on ne sait pas encore si elle vont déboucher sur un printemps ou sur un

hiver. Les pouvoirs en place sont tellement ancrés que le changement ne peut se faire en douceur. La présentation se veut un éclairage sur la question de la légitimité et sur ce qui a été qualifié en Égypte, de coup d'état de l'armée. Il est certain que le régime actuel se caractérise par son caractère répressif. Toutefois il convient d'examiner pourquoi les critiques des Frères Musulmans en viennent à justifier une forte répression à leur égard. Comment ont-ils perdu leur légitimité?

Trois éléments méritent ici d'être soulignés. Tout d'abord, le président Morsi a été élu face à un représentant de l'ancien régime avec le soutien stratégique de forces non-islamistes. Or, il ne leur en a jamais été redevable et a gouverné seul. Les positions portées par les Frères Musulmans sur l'excision et l'abolition des privilèges pour les femmes répudiées leur ont aliéné une partie de la population. Ensuite, Morsi, via le décret constitutionnel, s'est octroyé plus de pouvoir que Moubarak en plaçant ses décisions hors de portée du pouvoir judiciaire. Enfin, le discours du 15 juin 2013 en soutien à la rébellion syrienne a déclenché une vague de violence envers les populations chiites d'Égypte qui ont surpris par leur virulence. Dès lors, il a été facile pour l'armée de mobiliser autour du général El Sisi. Toutefois, trop d'éléments sont manquants pour qualifier la venue au pouvoir d'El Sisi de coup d'État, notamment au regard de la crise de légitimité des Frères Musulmans.

- ***Transition politique en Libye et menaces sécuritaires régionales***

Adib Benchérif, chercheur en résidence, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Adib Benchérif débute sa présentation sur un sombre constat : la situation en Libye ne s'améliore pas malgré l'élection d'institutions de transition. La confiance de la population semble entamée si bien qu'elle ne se mobilise plus pour les élections. Plusieurs régions du pays sont à risque; l'insécurité s'aggrave dans la Cyrénaïque, le Fezzan (sud libyen) est qualifié de sanctuaire djihadiste et demeure en proie à des rivalités inter-tribales. Ces trois espaces répondent à des logiques différentes. Il convient de souligner l'importance de la tribu comme unité d'analyse primordiale pour la situation politique libyenne. La structure sociétale libyenne est en soit une pyramide renversée où la tribu et les autorités locales ont plus de poids que l'autorité centrale. La loi d'exclusion politique des personnes ayant participé de près ou de loin au régime Khadafi (y compris les opposants) laisse la Libye en proie à des groupes sans contrôle. Ces groupes s'opposent selon des lignes tribales pour le contrôle des ressources économiques (rente pétrolière dans la Cyrénaïque et des routes commerciale dans le Fezzan). La question des droits des minorités demeure un enjeu politique central et alimente les affrontements tribaux. M. Adib Benchérif invite à relativiser la lecture purement territoriale du sanctuaire djihadiste du Sud de la Libye. En effet, les groupes qui y sont présents sont ancrés dans un espace social nomade. Dès lors, parler de délocalisation des groupes présents dans le Nord Mali est une gageure. En conclusion, il apparaît que les questions de la répartition du pouvoir politique (notamment au sein d'une Fédération) et des ressources économiques ainsi que la reconnaissance des droits des minorités seront centrales à la réussite de la transition libyenne, dans un contexte où tout reste à rebâtir.

DEUXIÈME PANEL – LE MOYEN-ORIENT ENTRE TENSIONS ET FRACTURES : RECONFIGURATIONS EN COURS

- ***Le Hezbollah libanais, de la révolution islamique aux soulèvements arabes***

Didier Leroy, chercheur à l'École Royale Militaire de Belgique, Université Libre de Bruxelles et associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Didier Leroy axe sa présentation sur la question du rapport qu'entretient le Hezbollah avec la contestation politique, c'est-à-dire la fluctuation de sa fibre révolutionnaire. Il rappelle l'origine du Hezbollah, le rôle clef de l'Iran dans sa création, et ses caractéristiques révolutionnaires originelles. Paradoxalement, son évolution l'a conduit à devenir le parti des opprimés au Liban, intégrant ainsi le jeu parlementaire jusqu'à la constitution d'un gouvernement pro-Hezbollah en 2009. Le Liban n'a connu que des manifestations de faible magnitude qui n'ont guère inquiété le Hezbollah. M. Didier Leroy développe

ensuite une grille de lecture tripartite pour analyser le positionnement du mouvement islamiste chiite sur le changement politique au sein de ses voisins. Trois facteurs sont à considérer : la position de l'ancien gouvernement vis-à-vis d'Israël, la situation des droits au sein de l'État et les risques de *fitna* (querelles intra-musulmanes). Cette grille de lecture peut expliquer la position prorévolutionnaire du Hezbollah dans la majorité des pays touchés par le printemps arabes. Le cas syrien est tout à fait différent, en ce qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour le mouvement chiite.

Le Hezbollah y dispose de trois priorités stratégiques : sécuriser l'acheminement des armes, continuer à relier la capitale au littoral alaouite; reprendre le contrôle territorial d'une série de districts. L'engagement militaire du Hezbollah s'est opéré en trois phases (mai 2012 à la frontière libano-syrienne, avril 2013 bataille de Qousseir, novembre 2013 campagne de Kalamoun) et s'est accompagné d'un discours évolutif (registre de la solidarité communautaire, défense de l'Oumma, lutte contre la somalisation de la région). Ainsi, on constate que la fibre révolutionnaire du Hezbollah est à géométrie variable. Le mouvement s'est engagé dans une stratégie risquée en Syrie, bien qu'il y obtienne des victoires.

- ***L'Irak : résurgence autoritaire et soulèvement armé : la paix introuvable***

Myriam Benraad, chercheuse sur le Moyen-Orient au Conseil européen des affaires étrangères (ECFR), et politologue affiliée au CERI, Sciences Po, Paris et à l'IREMAM, CNRS, Aix-en-Provence

Mme Myriam Benraad débute sa présentation en soulignant que l'Irak a largement ouvert la voie aux printemps arabes. L'Irak a rapidement émergé comme un contremodèle mais se révèle porteur d'enseignements sur les difficultés de la transition. La transition politique menée sans consultation de la population a sombré dans la violence sous l'action de groupes insurgés. Cette violence exacerbe les tensions communautaires -déjà vives sous le régime de Saddam Hussein, ainsi que les sanctions et a débouché sur la victoire des listes communautaires aux élections de 2005.

Les sunnites, associés au régime de Saddam Hussein, ont pris les armes pour s'opposer à l'ordre communautaire ou se radicaliser dans le salafisme. La question de la réconciliation a été absente de la stratégie américaine en 2003, jusqu'à l'élection de Nouri Al-Maliki en 2006. L'approche confessionnelle apposée à l'Irak gagne à être nuancée dans un contexte de fragmentation générale de la société irakienne, y compris au sein des mouvements sunnites et chiites. De nouvelles lignes de clivages émergent autour de la question de la centralisation du pouvoir à Bagdad, de la dépolitisation du peuple irakien et des poussées autonomistes touchant le Kurdistan, le Sud chiite (où se concentrent les réserves pétrolières) et également le mouvement sunnite. Finalement, les clivages socio-économiques et une logique de lutte de classe dont on parle peu, jouent un rôle important sur les alignements politiques et les stratégies d'alliance.

- ***L'ère post-Ahmadinejad : une fenêtre d'opportunité***

Firouzeh Nahavandi, professeure, Université Libre de Bruxelles et associée, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Mme Firouzeh Nahavandi introduit son intervention en soulignant qu'elle souhaite partager un certain nombre d'interrogations quant aux évolutions possibles de l'Iran dans l'ère post-Ahmadinejad. En juin 2013, l'élection d'Hassan Rohani a suscité une vague d'enthousiasme tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, dans un contexte de fortes difficultés économiques et d'isolement sur la scène internationale.

Dès son élection Rohani annonce une ère nouvelle pour le pays, accueillie de façon très favorable par la communauté internationale. Mme Firouzeh Nahavandi soulève la question suivante : une ère nouvelle pour qui et à quel niveau? Tout d'abord, il faut souligner le regard et l'a priori favorable de l'Occident quant à un nouveau régime qui porte des personnalités "nouvelles" au pouvoir. Il convient néanmoins de souligner que le président Rohani demeure un homme du sérail, proche de Khomeini et non un *outsider*. Il s'agit d'un routard de la politique iranienne peu susceptible d'être réformateur, bien qu'il ait un style moins provocateur, plus "glamour" qu'Ahmadinejad. La fenêtre d'opportunité ouverte par son élection concerne plus la politique extérieure que la politique intérieure de l'Iran. Ainsi, le ministre des Affaires

étrangères, négociateur sur le dossier nucléaire est également une figure nouvelle, assez proche des États-Unis où il a étudié. Ensuite, le règlement du contentieux nucléaire et la réinsertion de l'Iran dans la communauté internationale ouvrent une seconde fenêtre d'opportunité, bien qu'il ne s'agisse pas d'éléments définitifs. Enfin, dernier élément, la levée des sanctions va donner la possibilité à l'Iran de bénéficier d'une bouffée d'oxygène et de régler un certain nombre de problèmes économiques. Cette histoire officielle n'est pas partagée par tous les acteurs iraniens, notamment le secteur privé, qui a pu bénéficier de la situation. Mme Firouzeh Nahavandi souhaite conclure en indiquant un certain nombre d'occasions manquées telles que le double langage des ultras, et la situation des droits humains qui reste déplorable. Il convient donc de rester prudent, d'autant plus que le cas iranien invite à se questionner sur la signification des élections au Moyen-Orient.

- **Syrie : un carrefour des intérêts des puissances régionales**

Adam Ajlani, ancien professeur à l'Université de Kalamoun à Damas et professeur au Centre d'études diplomatiques et stratégiques, Paris

M. Adam Ajlani débute son intervention par la tenue d'un temps de recueillement pour la mémoire des victimes de la guerre en Syrie. Il souligne ensuite l'importance géopolitique de la Syrie, ses villes majeures se trouvant au carrefour des puissances régionales. Cette importance n'a pas été perçue par les commentateurs aux débuts de la révolution syrienne. M. Adam Ajlani passe en revue les États voisins qui jouent un rôle clef dans la crise syrienne. Tout d'abord, l'Iran dispose d'une fenêtre sur la Méditerranée et sur Israël via la Syrie. L'Iran a des relations économiques très fortes avec la Syrie, si bien qu'elle y paraît durablement installée. L'Iran est donc un acteur incontournable pour la résolution de la crise. L'acteur israélien est le second acteur central, bien que négligé. Ses intérêts se focalisent sur le plateau du Golan, ses réserves hydrauliques et sa localisation stratégique. Il est essentiel qu'Israël soutienne la démocratie en Syrie. Troisième acteur clef, la Turquie dispose d'une forte capacité de nuisance en Syrie. L'armée turque ne soutient pas la possibilité d'une intervention en Syrie, d'autant plus que les minorités alaouites turques ont des relations très proches avec le pouvoir. La préoccupation de la Turquie porte sur la question kurde et sur sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie et de l'Iran, deux alliés de Bachar al-Assad. Dès lors, la rébellion syrienne apparaît orpheline, sans alliés sur le plan régional. Toutefois, le règlement de la crise syrienne devra prendre en compte le rôle majeur joué tant par l'Iran, Israël, la Turquie et la Russie. M. Adam Ajlani termine son intervention en appelant au soutien et à l'action résolue de la communauté internationale sur ce dossier.

TROISIEME PANEL – LA VOIX DES FEMMES AU MOYEN-ORIENT

Le panel débute par la projection sur grand écran d'un reportage (en nomination aux Géméaux) diffusé à la télévision de Radio-Canada en février 2013 à l'émission « Une heure sur Terre » animée et présentée par Jean-François Lépine et qui porte sur les femmes en Égypte. [Disponible en ligne à : http://ici.radio-canada.ca/emissions/une_heure_sur_terre/2012-2013/Reportage.asp?idDoc=310984]

- **Droits des femmes en Égypte : bilan du militantisme féminin**

Sally Zohney, ONU-Femmes, militante égyptienne pour le droit des femmes, membre du mouvement Badeya. Cette dernière a initié la page Facebook « The Uprising of Women in the Arab World » où des femmes mais aussi des hommes postent des photos d'eux-mêmes avec leur déclaration « Je soutiens le soulèvement des femmes dans le monde arabe »

Mme Sally Zohney souligne tout d'abord le fait que la révolution égyptienne est avant tout une révolution sociale visant à mettre fin au système patriarcal en Égypte. Pour les femmes égyptiennes désireuses de s'engager dans la révolution, le premier défi consiste à s'émanciper de la tutelle familiale, dans un contexte de violence envers les femmes. Ces militantes ont été contraintes de s'installer seules au Caire suite à leur mobilisation. Une nouvelle génération de féministes égyptiennes émerge, plus révolutionnaire et plus radicale que la précédente. Elle se caractérise par un discours provocateur et par un intérêt national plutôt que politique. Cette division du mouvement pose la question de savoir quelle branche

représente les aspirations des femmes égyptiennes. Les violences sexuelles sont un risque majeur pour les femmes égyptiennes qui se mobilisent. Selon le dernier rapport des Nations Unies (que le gouvernement a refusé de voir publier), il faut ici distinguer le harcèlement sexuel quotidien dont sont victimes 99,2% des femmes en Égypte, et la violence sexuelle qui apparaît déconnectée de l'âge de la victime, de son niveau d'éducation et de celui de son agresseur et d'un quelconque plaisir sexuel. Depuis 2011, les agressions sexuelles sont utilisées de façon systématique pour décourager les femmes de s'impliquer dans la vie politique, quelque soit le régime au pouvoir en Égypte. Cette situation a donné lieu à la création du groupe « *Operation Anti-Sexual Harassment* » (300 personnes en majorité de jeunes hommes) qui protège les femmes de la place Tahrir en les prévenant d'agression et de harcèlement, et s'impose comme la seule source d'information fiable sur les violences faites aux femmes. Le 20 juin 2012, une marche a été organisée place Tahrir pour dénoncer cette situation, marche qui a été elle-même sexuellement harcelée. Mme Sally Zohney revient sur les autres mouvements de défense des droits des femmes auxquels elle prend part, notamment le mouvement « *Uprising of Women in the Arab World* » qui cherche à mobiliser l'ensemble des femmes dans le monde arabe. L'ensemble de ces mouvements vise à rappeler que les femmes dans le monde arabe et en particulier en Égypte sont victimes de risques sociaux plutôt que de risques politiques.

- ***Les femmes tunisiennes : espoirs et limites de la nouvelle constitution***

Mansouria Mokhefi, responsable du programme Moyen-Orient-Maghreb, Institut français des relations internationales (IFRI)

Mme Mansouria Mokhefi commence par partager sa satisfaction de réaliser cette présentation dans un contexte où la situation des droits des femmes en Tunisie semble plus optimiste que par le passé. Dès le début de la révolution en Tunisie, la question de la place de la femme s'est posée, dans le contexte de leur irruption massive dans la scène publique. En Occident, cette présence importante de femmes a été un choc, qui a remis en cause la perception de l'image de la femme dans le monde arabe. Paradoxalement, les femmes tunisiennes n'ont émis aucune demande particulière pour leurs droits, elles ont inscrit leur démarche dans celle des hommes et de la Tunisie en général. Mme Mansouria Mokhefi invite à remettre en cause l'image uniforme de la femme arabe qui prévaut en Occident. Aux égards de la Tunisie, il convient de rappeler tout d'abord le statut très avancé de la femme tunisienne, qui a été imposé par le haut sous l'action d'un féminisme d'État dès l'avènement de la décolonisation. Le code du statut personnel, porté par Bourguiba, a consacré un nombre de droits très important pour les femmes. Bien qu'influencé par les idéaux républicains français et par Atatürk, Bourguiba a laissé une place importante à l'Islam et au patriarcat dans la constitution tunisienne. Ce féminisme d'État fait office de vitrine pour l'Occident et a été un élément déterminant dans le positionnement politique pour neutraliser les partis de gauche et les islamistes. Cette révolution silencieuse a avant tout concerné la sphère privée et non la sphère politique. Dès le printemps arabe en Tunisie, des intimidations et des violences ont eu lieu, brisant ainsi le tabou du viol qui est devenu un enjeu dont on peut parler. En conclusion, Mme Mansouria Mokhefi rappelle que bien que la mobilisation des femmes soit très forte en Tunisie, le pays reste profondément inégalitaire.

- ***Les femmes iraniennes : pilier du progressisme politique et social***

Hanieh Ziaei, doctorante en sociologie, UQAM/Paris-Diderot, chercheure en résidence, et coordonnatrice de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Mme Hanieh Ziaei débute son intervention en soulignant le fait que les femmes iraniennes continuent de subir de nombreuses injustices, discriminations et pressions multidimensionnelles. Elle présente ensuite son cadre d'analyse plaçant les femmes iraniennes au centre entre l'État et la société. Ces femmes sont présentes dans trois espaces : l'espace privé, l'espace public et l'espace virtuel. Quant aux obstacles majeurs auxquels elles doivent faire face, il s'agit de la législation iranienne (faible protection, institutionnalisation des discriminations à l'emploi et aux études...) et des pesanteurs culturelles (système patriarcal reproduit par les femmes). Au niveau de la sphère politique, les femmes iraniennes se trouvent confrontées à un système à caractère clanique (népotisme, clientélisme) où la classe dirigeante est une classe fermée. Les femmes ont toutefois été présentes dans l'espace public où elles cherchent à

défendre leur droits (mouvement vert, mouvement étudiants) et ce, dès la Révolution islamique. Leur stratégie de résistance est publique, politique et créative (rôle d'une presse féminine aujourd'hui disparue, apparition du cyber-féminisme dès 2003-2004) bien que les femmes iraniennes soient victimes de censure et d'autocensure. Mme Hanieh Ziaei illustre par des photographies le fait que la créativité de conscience s'exprime également sur le terrain (détournement du code vestimentaire imposé), notamment dans des galeries clandestines d'exposition. Est évoqué également l'exemple de la campagne « 1 million de signatures » qui indique l'existence de stratégie de résistance collective. Mme Hanieh Ziaei conclut son intervention en rappelant que les femmes au sein des pays musulmans doivent cesser d'être considérées comme des victimes, mais comme de véritables acteurs sociaux. À ce titre, les théories postcoloniales fournissent un outillage théorique privilégié, notamment en ce qu'elles permettent de ne pas dissocier la lutte des femmes de celle des peuples.

- ***Droits des femmes d'ici et d'ailleurs***

Julie Miville-Dechêne, présidente du Conseil du statut de la femme, Québec

Mme Julie Miville-Dechêne débute sa présentation en soulignant un certain nombre de similarités entre les droits des femmes au Québec et les cas précédemment présentés. Tout d'abord, le Québec s'illustre par un rôle important du féminisme d'État, qui a suivi la révolution féministe des années 70 et qui est responsable de plusieurs avancées. Les femmes québécoises jouissent d'une égalité de droit; les discriminations ayant été progressivement retirées de la législation. Il convient aussi de souligner l'importance des médias sociaux dans l'émergence d'un nouveau féminisme au Québec, en se basant sur l'exemple de la campagne « *Everyday sexism project* ». Cette mobilisation ne se traduit pas forcément dans la rue comme en Égypte. Si l'égalité de droit existe au Québec, l'égalité de fait est un enjeu (exemple des écarts salariaux) qui mobilise peu le public en raison des progrès et des avancées déjà réalisés (paradoxe de "l'égalité déjà là"). Les nouvelles générations de féministes se distinguent également des mouvements traditionnels. Elles défendent une approche intersectionnelle : il s'agit de lutter pour l'égalité hommes-femmes, mais aussi contre l'exclusion sociale, la pauvreté, le racisme et le sexisme. Cette situation conduit à un éclatement des luttes féministes au Québec. Mme Julie Miville-Dechêne souligne que les gains des dernières années ont plutôt concerné des femmes privilégiées mais qu'une majorité de femmes, nouvelles arrivées, n'ont pas bénéficié de ces avancées. Enfin, sur la question de la violence, il convient de rappeler que les actes de violence envers les femmes n'ont pas diminué ces dernières années, alors même que la société québécoise se proclame comme très égalitaire.

QUATRIEME PANEL – RELATIONS ENTRE L'OCCIDENT ET LE MOYEN-ORIENT

- ***L'influence occidentale dans la reconfiguration du Moyen-Orient***

Pierre Razoux, directeur de recherche chargé du pôle sécurité régionale, IRSEM-École Militaire

M. Pierre Razoux introduit sa présentation en indiquant qu'elle se centrera sur l'analyse des débuts d'évolutions géopolitiques au Moyen-Orient, sans se limiter à l'influence occidentale. Il revient sur le besoin des États-Unis et de la Russie de simplifier l'équation politique d'un Moyen-Orient de plus en plus instable, imprévisible et complexe, quitte à paradoxalement revenir au schéma de figure de la fin des années 70. On se retrouve face à un tête-à-tête russo-américain tentant de régler les grandes questions au niveau macro. Au niveau plus micro, ces deux puissances se reposent sur les trois acteurs régionaux non-arabes : la Turquie, Israël et l'Iran. Ce premier axe géopolitique constitué des États-Unis, de la Turquie, d'Israël et de l'Iran implique la normalisation de l'Iran et un dialogue, même informel, entre Israël et l'Iran. Les Russes considèrent Israël comme un allié dans la région, en ce sens qu'il complète leur axe de défense passant par l'Iran, le Kurdistan irakien, la Syrie, Chypre, et Israël même, assertion pouvant aller jusqu'à l'hypothétique inclusion de l'Égypte. Cette ligne de défense avancée permet de contenir l'Islam radical, de se poser comme défenseur des chrétiens d'Orient et d'affirmer un rôle incontournable. M. Pierre Razoux souligne le fait que les États-Unis ne vont pas se retirer du Moyen-Orient, bien qu'ils ne soient prêt à intervenir uniquement lorsque leurs intérêts vitaux sont menacés (défense de la liberté de circulation maritime, sécurité de leurs concitoyens, lutte contre le terrorisme et, enfin la sécurité d'Israël).

De plus en plus, le contrôle des flux pétrolier en direction de l'Asie se fera via le Yémen ou Oman. Cette situation laisse les dirigeants saoudiens en pleine confusion (comme l'a montré la récente visite éclair du Président Obama en Arabie saoudite) et pousse à la création d'un troisième axe stratégique Arabie saoudite – Pakistan – Chine (les chinois fournissant les saoudiens en missiles balistiques). Au final, ces trois axes apparaissent comme une alliance fluide, questionnant les États arabes qui ne se retrouvent dans aucun de ces axes. Dès lors, on s'oriente vers un Moyen-Orient qui ne sera pas nécessairement plus instable, mais certainement plus imprévisible.

- ***Domination, résistance et compromission : Le Moyen-Orient et l'Occident au XX^{ème} siècle***

Miloud Chennoufi professeur, Collège des Forces canadiennes, Toronto) et membre, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Miloud Chennoufi débute son intervention par deux considérations préliminaires. Tout d'abord, sa présentation s'articule autour de la problématique du rapport entre le Moyen-Orient et la modernité, et par extension à la démocratie libérale. Ensuite, donner du sens à des événements conjoncturels implique de leur redonner une profondeur historique. M. Miloud Chennoufi souhaite présenter un cadre d'analyse combinant ces deux enjeux. Le Moyen-Orient a été confronté à la modernité occidentale par le choc violent de l'invasion napoléonienne de 1798, interprété ensuite sous le sens d'impérialisme et d'hégémonie au sens gramscien. En outre, la modernité s'y est également présentée selon trois dimensions : l'avancée scientifique, la modernité technologique (application de la science à l'économie et aux forces armées) et la modernité institutionnelle (fin de l'absolutisme). Parler d'Occident et de Moyen-Orient est un abus de langage, conduisant à des erreurs. Ces quatre dimensions ne sont qu'un aspect d'une matrice qui inclut également les mouvements politico-idéologiques qui se sont développés depuis le XIX^{ème} siècle. Chronologiquement, cette grille d'analyse permet de distinguer différents mouvements : le réformisme (XIX^{ème} siècle); le nationalisme libéral (révolte égyptienne de 1919); le nationalisme radical (régimes militaires du milieu du XIX^{ème} siècle autoritaire et modernisateur); l'islamisme (avec deux dimensions : le salafisme et les Frères Musulmans). Aujourd'hui, les dynamiques politiques sont déterminées par la façon dont les mouvements présentés conçoivent leur rapport à la modernité, avec des dynamiques d'exclusion mutuelles. M. Miloud Chennoufi conclut en indiquant qu'à l'avenir ces mouvements devront entretenir un rapport plus apaisé à eux mêmes, aux autres mouvements et à un Occident moins homogène encore que le Moyen-Orient.

- ***Les États-Unis et le conflit israélo-palestinien : de la diplomatie de la faiblesse à la diplomatie de l'espoir***

Antoine Coppolani, professeur, Université Montpellier III et associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Antoine Coppolani débute son intervention en rappelant que depuis le dernier colloque de l'Observatoire en mars 2013, le rapport des États-Unis au conflit israélo-palestinien semble être entré dans une nouvelle période (reprise des négociations israélo-palestiniennes, avancées substantielles sur le dossier iranien). Les États-Unis sont-ils passés de la diplomatie de la faiblesse à la diplomatie de l'espoir? Qu'en est-il de la perspective de désengagement des États-Unis de la région? M. Antoine Coppolani revient tout d'abord sur la situation d'avant mars 2013 en rappelant que les négociations étaient alors au point mort. A l'orée de l'année 2013, bien des observateurs qualifiaient la diplomatie états-unienne de « diplomatie de la faiblesse », constitué en réalité d'une série de petits pas en arrière. Du 20 au 24 mars 2013, le voyage d'Obama en Israël a été perçu comme un revirement. Ce voyage a été l'occasion de confier le dossier à John Kerry. C'est également en mars 2013 que les négociations secrètes avec l'Iran ont débuté, avant la relance plus difficile des négociations israélo-palestiniennes, selon une méthode de négociation globale. Le mois de septembre a été celui des surprises (revirement américain sur la Syrie, publicisation des pourparlers secrets entre les États-Unis et l'Iran) qui a débouché sur l'accord du 24 novembre sur le nucléaire iranien, dénoncé par Israël. La tension avec Israël a conduit les États-Unis à renoncer à un accord global sur le conflit israélo-palestinien au profit d'un accord cadre. M. Antoine Coppolani conclut son exposé en saluant les risques pris par la diplomatie américaine au Moyen-Orient. Toutefois un échec serait lourd de conséquences pour les États-Unis, pour le bilan du

second mandat d'Obama et pour la région. Un tel échec fermerait durablement la porte à de nouveaux espoirs de paix. Le défi est immense car les dossiers du conflit israélo-palestinien et du nucléaire iranien sont liés et que les intérêts des États-Unis, d'Israël et de l'Iran diffèrent très sensiblement. Reprenant les mots de Michaël Oren, M. Antoine Coppolani conclut en rappelant que les États-Unis ne peuvent se retirer du Moyen-Orient sans crainte que le Moyen-Orient ne les poursuive jusqu'à chez eux.

- **La diplomatie canadienne et l'enjeu de l'intervention**

Michel Duval, ancien ambassadeur canadien à l'ONU de 1997 à 2002 et président, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

M. Michel Duval ouvre son intervention sur le constat que la diplomatie canadienne a été mise hors-jeu de la résolution du conflit israélo-palestinien dès lors que le gouvernement du Canada a pris parti pour Israël. Jusqu'alors le Canada avait gardé une certaine réserve et ne s'écartait pas de la ligne médiane tracée par le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité cherchant ainsi à œuvrer pour les deux parties. Il s'agit d'une tendance lourde qui éclate au grand jour en 2005 avec la déclaration de Paul Martin en soutien explicite à Israël. Cette position n'a cessé de se durcir depuis, jusqu'à atteindre son paroxysme avec la déclaration de Stephen Harper en 2012, faisant d'Israël un ami et un allié. Depuis, le Canada se trouve isolé sur cette question au sein des Nations Unies, dans la mesure où il se pose en autorité morale, défenseur de valeurs tout en apportant un soutien fort à une politique israélienne en contradiction avec le droit international. Pour résoudre cette tension, le Canada a adopté une stratégie de diplomatie directe, visant à s'adresser aux peuples plutôt qu'à leurs dirigeants. Le Canada a pourtant joué un grand rôle par le passé avec sa diplomatie multilatérale à la recherche d'un consensus, très efficace pour parvenir à une sortie de crise lorsque les grandes puissances étaient paralysées. M. Michel Duval rappelle le paradoxe selon lequel la diplomatie directe canadienne se conjugue à des politiques d'intervention et de sanctions intransigeantes, comme en atteste l'exemple de l'Iran. Selon lui, il semble que le Canada ait abandonné à d'autres le règlement pacifique des différends. L'activisme interventionniste canadien tranche avec ses positions normatives (responsabilité de protéger, interdiction des bombes à sous-munitions et des mines antipersonnel...). Le Canada reste un important contributeur au budget des Nations Unies et s'illustre par son implication lors des crises humanitaires, même si elle est souvent orientée par des buts politiques. Finalement, il est regrettable de constater que la stratégie de règlement pacifique des conflits soit devenue accessoire au processus de paix pour le Canada, quitte à passer du côté de l'intervention militaire, de l'application de sanctions dures et du refus de dialoguer avec certains acteurs. Ce revirement affectera durablement la crédibilité et la marge de manoeuvre du Canada au Moyen-Orient.

[Lien vers les notes de la présentation de M. Duval:

http://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chroniques_OMPOH/2014_14_Note_Duval.pdf]

MOT DE CLÔTURE

M. Jean-François Lépine clôt le colloque en revenant sur son objectif qui visait à dresser un premier bilan des événements du printemps arabe. Il souligne que les reconfigurations sont loin d'être terminées et vont se poursuivre dans un contexte de bouleversements géopolitiques majeurs à l'échelle mondiale. Rejoignant M. Pierre Razoux, il affirme que le Moyen-Orient ne deviendra pas plus instable mais certainement plus imprévisible, ce qui rendra la tâche des chercheurs d'autant plus importante. M. Jean-François Lépine remercie le soutien des panélistes au texte appelant à un règlement de la crise syrienne et l'ensemble des collaborateurs et des partenaires de l'événement.

[Lien vers le texte : <https://www.facebook.com/ChaireRaoulDandurand/posts/10152315253824485>]